

Déclaration du réseau AEI (la section européenne) en rapport avec les arrestations de migrants au Maroc.

Les informations en provenance du Maroc font état d'arrestations et d'expulsions massives de migrants vers la frontière Algérie – Maroc. Ces arrestations et refoulements dont sont victimes les migrants de l'Afrique subsaharienne au Maroc se produisent non sans conséquences psychologiques et physiologiques sur les migrants et violent la loi marocaine 02-03 relative à l'entrée des étrangers au Maroc et les textes internationaux dont le Maroc est signataire, notamment la convention sur les droits des travailleurs migrants et leurs familles et la convention de Genève de 1959 sur les réfugiés.

La section européenne de l'Afrique-Europe-Interact (AEI), à l'instar d'autres organisations et réseaux de luttes pour les droits et libertés de circulation pour tous et partout, considère que ces arrestations qui s'opèrent simultanément avec celles opérées dans d'autres pays européens notamment en Belgique, en Espagne, en Grèce, en Hongrie et récemment en Grande-Bretagne relèvent de la politique discriminatoire, injuste et honteuse que l'Union européenne a mis en place pour empêcher la liberté de circulation, pourtant un droit fondamental inscrit dans la déclaration universelle des droits de l'homme. Nous déplorons ainsi le mauvais traitement des migrants subsahariens au Maroc et considérons comme responsable l'Union européenne qui multiplie les pressions sur le Maroc et d'autres pays pour qu'ils jouent le rôle de garde des frontières européennes.

L'AEI s'insurge contre l'Europe qui prétend être le garant des droits et libertés humains et qui au nom de cette prétention mène d'un côté la guerre ouverte contre certains régimes africains, jugés non respectueux de ces droits, et de l'autre côté, signe des accords de gestion de frontières avec des régimes dont la violation de droits humains, le racisme d'Etat et la xénophobie sont manifestes.

L'AEI rappelle à l'UE et à ses acolytes marocains que la migration dite clandestine est la conséquence du système d'exploitation néo-coloniale, des politiques d'ajustements structurels et de partenariat économique imposé à l'Afrique et qui sont sources de pillage de richesses et d'appauvrissement du continent africain.

L'AEI rappelle au Maroc, qui se bat nuit et jour pour le respect des droits de ses émigrants, qu'il ne peut gagner gain de cause à cette lutte qu'en respectant les droits et libertés des migrants subsahariens passant ou installés sur son territoire. Que le Maroc, au lieu d'accueillir sur son territoire certains anciens dictateurs et leurs familles, serait mieux inspiré de réserver son hospitalité aux migrants subsahariens – de passage et/ou désirant s'installer- ayant fuit les chaos laissés derrière eux par ces despotes.

L'AEI soutient les migrants subsahariens vivant au Maroc et les organisations et individus de la société civile marocaine qui luttent pour la reconnaissance des droits fondamentaux pour tous et leurs exprime sa pleine solidarité et son soutien fraternel dans ce moment très difficile.

Vu que cette situation de fermeture des frontières entraîne des morts par milliers en mer Méditerranée et dans le désert, l'AEI soutient l'action de Boats4people, qui se déroulera entre l'Italie et la Tunisie en juillet 2012, revendiquant la liberté de circulation et le respect des droits des migrants (voir boats4people.org).

Fait à Brême en Allemagne / le 17 juin 2012 / www.afrique-europe-interact.net